

A l'attention de Monsieur Nicolas Hulot  
Ministre d'Etat, Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire  
Hôtel de Roquelaure  
59 avenue de Ségur  
75007 Paris

A Montreuil, le 2 juin 2017

**Objet : Droit à l'eau en France – Demande de rendez-vous**

Monsieur le Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire,

En juillet 2010, la France a soutenu l'adoption de la résolution des Nations Unies reconnaissant le droit à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit de l'Homme. Pourtant, sept ans après l'adoption de cette résolution, notre pays n'a toujours pas introduit le droit à l'eau potable et à l'assainissement dans sa législation interne.

Nos organisations, la Fondation France Libertés – Danielle Mitterrand, la Coordination Eau Ile-de-France et la Coalition Eau, inquiètent de cette situation, se sont mobilisées lors de la précédente législature et ont œuvré pour que soit préparée, avec le soutien de la société civile, une proposition de loi sur la mise en œuvre effective du droit à l'eau et à l'assainissement en France.

Le texte a été porté de manière transpartisane par des députés issus de 5 partis de la gauche et du centre et a été adopté le 14 juin 2016 par l'Assemblée Nationale en première lecture. Malheureusement, cette proposition de loi a échoué lors son examen au Sénat, le 22 février 2017 après que les sénateurs républicains et centristes aient voté contre l'article 1 de proposition qui déclarait le droit à l'eau. Elle n'a ensuite pas pu être votée, faute de temps dans l'agenda parlementaire.

Cette proposition de loi prévoyait des mesures concrètes qui auraient permis de réelles avancées sociales pour l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous :

- Inscription formelle du droit à l'eau et à l'assainissement dans le droit français,
- Obligation pour les municipalités de mettre en place des infrastructures publiques et gratuites d'eau et d'assainissement au bénéfice des populations qui n'y ont pas accès,
- Création d'une aide préventive à destination des personnes en situation de précarité qui ont des difficultés à payer leurs factures d'eau.

Nous avons conscience que les débats sur le droit à l'eau sont complexes à porter. Cependant, nous souhaitons rappeler qu'aujourd'hui encore, en France, plus de 220 000 personnes sont privées de logement et n'ont pas accès à l'eau et à l'assainissement (personnes sans domicile fixe, migrants, Roms) et plus de 2 millions de personnes vivent dans des conditions de logement très difficiles sans eau courante, toilettes ni installations sanitaires.

Par ailleurs, les conditions d'accès à l'eau et à l'assainissement sont très insuffisantes dans certains DOM-TOM (défécation en plein air pour 1% des Polynésiens selon le JMP, absence de

toilettes pour 59 % des logements à Mayotte selon l'INSEE). En outre, un million de ménages français sont tenus de payer leur eau à un tarif très élevé, voire inabordable, et aucun moyen financier n'a été dégagé jusqu'ici pour prévenir cette situation.

Plus que jamais, il est nécessaire et urgent que la France légifère pour mettre en œuvre de manière effective le droit à l'eau et à l'assainissement et en faire une réalité dans notre pays. Nous souhaitons nous engager avec votre gouvernement, de manière ambitieuse et forte, en faveur de la mise en œuvre du droit à l'eau et à l'assainissement.

Dans ce contexte, la Coalition Eau et la Fondation France Libertés – Danielle Mitterrand ont signé l'Appel des Solidarités et ont fait part de plusieurs propositions qui permettraient de rendre effectif le droit humain à l'eau et à l'assainissement dans notre pays.

Nous souhaiterions échanger sur ce sujet avec vous, afin de vous en présenter les enjeux et d'étudier les possibilités de relancer avec votre ministère un projet de loi ou à minima une proposition de loi sur le droit à l'eau en France. C'est pourquoi, la Fondation France Libertés – Danielle Mitterrand, la Coordination Eau Ile-de-France et la Coalition Eau sollicitent auprès de vous une rencontre, en fonction de vos disponibilités et de celles de vos équipes.

Vous remerciant par avance pour votre intérêt et votre engagement pour l'accès à l'eau et à l'assainissement, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.



Sandra Métayer

Coordinatrice  
Coalition Eau



Jean-Claude Oliva

Directeur  
Coordination  
Eau Ile-de-France



Emmanuel Poilane

Directeur  
France Libertés  
– Fondation Danielle Mitterrand

Contacts :

France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand : Emmanuel Poilane - 06 88 42 10 58 / [emmanuel.poilane@france-libertes.fr](mailto:emmanuel.poilane@france-libertes.fr)

Coalition Eau : Sandra Métayer - 01 41 58 52 77 / [sandra.metayer@coalition-eau.org](mailto:sandra.metayer@coalition-eau.org)

Coordination Eau Ile-de-France : Jean-Claude Oliva - 06 22 72 25 59 / [jean-claude.oliva@eau-iledefrance.fr](mailto:jean-claude.oliva@eau-iledefrance.fr)